



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

## **Commission des finances publiques**

### **Rapport**

Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 53, Loi édictant la Loi sur la protection contre les représailles liées à la divulgation d'actes répréhensibles et modifiant d'autres dispositions législatives

Procès-verbaux des séances des 27 et 28 mars 2024

**Dépôt l'Assemblée nationale :**  
**n° 1496-20240409**

---

**2024**

## TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE SÉANCE, LE MERCREDI 27 MARS 2024 .....	1
REMARQUES PRÉLIMINAIRES .....	2
AUDITIONS .....	2
DEUXIÈME SÉANCE, LE JEUDI 28 MARS 2024 .....	4
AUDITIONS (suite) .....	5

### ANNEXES

- I. Personnes et organismes qui ont été entendus
- II. Mémoires des personnes et des organismes qui n'ont pas été entendus

Première séance, le mercredi 27 mars 2024

Mandat : Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 53, Loi édictant la Loi sur la protection contre les représailles liées à la divulgation d'actes répréhensibles et modifiant d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 19 mars 2024)

Membres présents :

M. Simard (Montmorency), président

M. Allaire (Maskinongé)

M. Bélanger (Orford)

M<sup>me</sup> Labrie (Sherbrooke), porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière d'administration gouvernementale et pour le Conseil du trésor, en remplacement de M. Bouazzi (Maurice-Richard)

M<sup>me</sup> LeBel (Champlain), ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

M<sup>me</sup> Mallette (Huntingdon)

M. Montigny (René-Lévesque)

M. Morin (Acadie), porte-parole de l'opposition officielle en matière d'administration gouvernementale et pour le Conseil du trésor, en remplacement de M. Beauchemin (Marguerite-Bourgeoys)

M<sup>me</sup> Prass (D'Arcy-McGee) en remplacement de M<sup>me</sup> Rizqy (Saint-Laurent)

Témoins (par ordre d'intervention) :

Protecteur du citoyen :

M. Marc-André Dowd, protecteur du citoyen

M. Jean-Philippe Drapeau, directeur des enquêtes sur les divulgations en matière d'intégrité publique

M<sup>e</sup> Caroline Moulin, direction des affaires juridiques et institutionnelles

Fédération professionnelle des journalistes du Québec :

M. Éric-Pierre Champagne, président et journaliste, La Presse

M<sup>me</sup> Martine Desjardins, directrice générale

Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec :

- M. Guillaume Bouvrette, président
- M. Marc Dean, conseiller à la recherche
- M. Jean-François Landry, conseiller politique

Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec :

- M. Marc-André Martin, président et ingénieur
- M. Simon Dubé, vice-président et ingénieur
- M. Andy Guyaz, secrétaire-trésorier et ingénieur

P<sup>r</sup> Eric Seassaud, programme Éthique et compliance des organisations, Université La Sorbonne

Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec :

- M. Christian Daigle, président général
- M. Louis-Joseph Saucier, conseiller, Service de la recherche et la défense des services publics

---

La Commission se réunit à la salle Louis-Joseph-Papineau de l'hôtel du Parlement.

À 11 h 12, M. Simard (Montmorency) déclare la séance ouverte.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission des remplacements.

### **REMARQUES PRÉLIMINAIRES**

M<sup>me</sup> LeBel (Champlain), M. Morin (Acadie) et M<sup>me</sup> Labrie (Sherbrooke) font des remarques préliminaires.

### **AUDITIONS**

La Commission entend le Protecteur du citoyen.

À 12 h 09, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

La Commission entend la Fédération professionnelle des journalistes du Québec.

À 12 h 46, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 15 heures.

À 15 h 04, la Commission reprend ses travaux.

La Commission entend le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec.

À 15 h 49, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

La Commission entend l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec.

À 16 h 41, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 8 minutes.

La Commission entend P<sup>r</sup> Seassaud.

À 17 h 29, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

La Commission entend le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec.

À 18 h 11, M. le président lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au jeudi 28 mars 2024, après les avis touchant les travaux des commissions.

La secrétaire suppléante de la Commission,

Le président de la Commission,

**Original signé par**

**Original signé par**

\_\_\_\_\_  
Ann-Philippe Cormier

\_\_\_\_\_  
Jean-François Simard

APC/cv

Québec, le 27 mars 2024

Deuxième séance, le jeudi 28 mars 2024

Mandat : Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 53, Loi édictant la Loi sur la protection contre les représailles liées à la divulgation d'actes répréhensibles et modifiant d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 19 mars 2024)

Membres présents :

M. Simard (Montmorency), président

M. Allaire (Maskinongé)

M. Bélanger (Orford)

M<sup>me</sup> Labrie (Sherbrooke), porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière d'administration gouvernementale et pour le Conseil du trésor, en remplacement de M. Bouazzi (Maurice-Richard)

M<sup>me</sup> LeBel (Champlain), ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

M. Montigny (René-Lévesque)

M. Morin (Acadie), porte-parole de l'opposition officielle en matière d'administration gouvernementale et pour le Conseil du trésor, en remplacement de M. Beauchemin (Marguerite-Bourgeoys)

Témoins (par ordre d'intervention) :

M<sup>e</sup> Tom Devine, défenseur des droits des lanceurs d'alerte, accompagné de :

M<sup>me</sup> Joanna Gualtieri, ex-fonctionnaire, Gouvernement du Canada, et dénonciatrice

Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux :

M. Robert Comeau, président

M. Maxime Vallée-Landry, coordonnateur

M<sup>me</sup> Caroline Marquis, secrétaire

---

La Commission se réunit à la salle Pauline-Marois de l'hôtel du Parlement.

À 11 h 37, M. Simard (Montmorency) déclare la séance ouverte.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission des remplacements.

**AUDITIONS (suite)**

La Commission entend M<sup>e</sup> Devine.

À 12 h 14, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

La Commission entend l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux.

M. le président dépose les mémoires des personnes et des organismes qui n'ont pas été entendus (annexe II).

À 12 h 44, M. le président lève la séance et la Commission, ayant accompli son mandat, suspend ses travaux jusqu'à 13 heures, où elle se réunira en séance de travail.

La secrétaire suppléante de la Commission,

Le président de la Commission,

**Original signé par**

**Original signé par**

\_\_\_\_\_  
Ann-Philippe Cormier

\_\_\_\_\_  
Jean-François Simard

APC/cv

Québec, le 28 mars 2024

## **ANNEXE I**

### **Personnes et organismes qui ont été entendus**

## **Personnes et organismes qui ont été entendus**

Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux	007M
Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec	008M
Devine, Tom	
Fédération professionnelle des journalistes du Québec	009M
Protecteur du citoyen	004M
Seassaud, Eric	006M
Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec	005M
Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec	002M

**ANNEXE II**

**Mémoires des personnes et des organismes qui n'ont pas été entendus**

## **Mémoires des personnes et organismes qui n'ont pas été entendus**

Lobbyisme Québec	003M
Ordre des ingénieurs du Québec	010M
Protecteur national de l'élève	001M